

---

## Crise de la presse: le très influent M. Schweitzer peut-il sauver «Le Monde»?

**Par Laurent Mauduit**

Published: 07/05/2008 - 16:25

[Laurent Mauduit](#)[Sylvain Bourmeau](#)Parti pris

Deuxième volet de notre enquête sur la crise de la presse: qui est donc Louis Schweitzer, ami et successeur d'Alain Minc à la présidence du conseil de surveillance du groupe *Le Monde*? Haut fonctionnaire un temps marqué à gauche, devenu patron de Renault, il collectionne les jetons de présence dans les conseils d'administration et demeure l'un des patrons les mieux payés du CAC 40. Portrait.

Quand, le 11 février, Louis Schweitzer prend la succession d'Alain Minc à la présidence du conseil de surveillance du groupe *Le Monde*, l'opinion dominante dans les milieux de la presse, comme dans ceux des affaires, est qu'une page importante se tourne. Réaction de bon sens pour quiconque connaît la réputation des deux hommes.

Entremetteur du capitalisme parisien, conseiller de nombreux PDG français ainsi que de Nicolas Sarkozy, Alain Minc a si souvent joué de son influence à la confluence de la politique, de la presse et des affaires, qu'il a fini par fédérer de nombreuses hostilités et devenir l'un des symboles du capitalisme de connivence français.

Ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon, son successeur a, lui, une tout autre réputation: celle d'un PDG modéré, n'ayant de surcroît pas rompu avec sa fibre sociale, puisqu'il est par ailleurs président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde).

Réaction logique, mais peut-être un peu rapide. Car quiconque connaît l'histoire des deux hommes, leurs cheminements respectifs et leurs intérêts communs, comprend vite qu'il faut nuancer ce jugement initial. Plus que cela, même. On en vient rapidement à la conviction que, pour dissemblables qu'ils soient, les deux hommes, chacun à leur manière, sont emblématiques de ce même capitalisme parisien.

Un premier indice aurait, de fait, dû alerter ceux qui ont jugé un peu vite que *Le Monde* entrait dans une nouvelle ère : c'est Alain Minc, et lui seul, qui fait le choix de son successeur comme président du conseil de surveillance du groupe. Lequel conseil ratifie ensuite cette candidature. C'est d'ailleurs le même Alain Minc qui fait le choix d'Eric Fottorino comme successeur de Jean-Marie Colombani à la tête du directoire du groupe, lequel Eric Fottorino a toujours chanté les louanges, y compris par la

---

plume, de son bienfaiteur.

Et pourquoi Alain Minc a-t-il intronisé Louis Schweitzer ? On a dit à l'époque que le président sortant avait fait le tour des candidats possibles sur la place. C'est, en réalité, bien mal le connaître. Alain Minc a choisi comme successeur l'un de ses proches ; de ses très proches.  
Working poors et stock-options

C'est en effet une très longue amitié qui lie les deux hommes. Elle remonte à la fin des années 1970. Quand il arrive à l'Inspection des finances, Alain Minc passe alors ce que l'on appelle le « *petit concours* ». Présidé par Simon Nora, le jury comprend notamment... Louis Schweitzer. Mais c'est surtout au début des années 1990 que les deux hommes se rapprochent.

Quand, en 1992, Louis Schweitzer devient PDG de Renault, il prend aussitôt Alain Minc comme conseiller, comme le font d'autres grands patrons de la place. Et, en 1993, il n'a pas à s'en plaindre. Fragilisé par l'échec de la fusion Renault-Volvo, le patron de la firme automobile peut craindre, au lendemain des élections législatives, que le nouveau premier ministre, Edouard Balladur, n'en tire prétexte pour ne pas renouveler à la tête d'un groupe qui est encore contrôlé par l'Etat un PDG qui, dans le passé, a été proche de la gauche.

Pour protéger son grand client, Alain Minc a donc une idée ingénieuse. Tout juste promu président de la Commission sur la France de l'an 2000, il invite Louis Schweitzer à participer à cette même commission, qui travaille sous l'égide du Plan, mais dont la véritable mission est de préparer le programme présidentiel d'Edouard Balladur. Et c'est ainsi que l'ancien haut fonctionnaire de gauche mettra la main à la pâte pour garnir la boîte à idées du futur rival de Jacques Chirac.

D'Alain Minc qui est son « ami », Louis Schweitzer ne dit donc que du bien. « *Sur le plan éthique, je n'ai jamais été en désaccord avec lui* », lui arrive-t-il d'assurer.

Les deux présidents du conseil de surveillance du *Monde*, l'ancien et le nouveau, n'ont pas que ce passé en commun. Chacun à leur manière, ils incarnent certains traits caractéristiques du capitalisme parisien. Comme quelques autres de sa génération, Louis Schweitzer a un parcours très emblématique de certaines des mutations de l'économie française dans le courant des années 1980

---

et 1990. PDG de Renault, c'est lui qui conduit la privatisation du groupe. Plus que cela: c'est sous sa férule, que Renault, l'ex-citadelle ouvrière, symbole du vieux capitalisme rhéan (« *Quand Renault éternue...* »), se transforme en un symbole inversé, celui du capitalisme anglo-saxon.

A tous les échelons de l'entreprise, ce capitalisme new-look fait sentir sa marque. En bas, c'est l'irruption du travail précaire et de l'intérim, qui, comme dans toutes les firmes automobiles, prend des proportions considérables et donne naissance aux « working poors ». Et, au sommet de l'entreprise, la mutation à l'anglo-saxonne prend l'autre tournure que l'on sait : des distributions formidables de stock-options.

Au cœur du capitalisme parisien

Disons-le donc tout net : l'image de « vieux sage » dont est crédité Louis Schweitzer à son arrivée à la tête du *Monde* cadre très mal. Comme Alain Minc, il présente le trait distinctif d'être à cheval entre deux mondes, entre deux économies, l'ancienne et la nouvelle. Issu de la haute fonction publique, proche collaborateur de Laurent Fabius, il se transforme en un autre personnage : le serviteur zélé des actionnaires d'un groupe Renault privatisé.

Louis Schweitzer devient alors l'homme de l'intransigeance sociale. Celui, par exemple qui impose la fermeture de l'usine belge de Vilvorde en 1997, et qui contraint le tout nouveau premier ministre, le socialiste Lionel Jospin, à la spectaculaire volte-face que l'on sait, quelques jours à peine après son accession à Matignon. Et puisqu'il applique avec zèle la nouvelle ligne de conduite de ce nouveau capitalisme anglo-saxon – priorité à la « share holder value » –, il est aussi couvert d'or par les actionnaires dont il est devenu le serviteur appliqué.

Les chiffres sont si considérables qu'ils dépassent l'entendement. En 2006, Louis Schweitzer devient ainsi avec 11,9 millions d'euros le patron du CAC 40 le mieux payé, cette somme intégrant son salaire, ses avantages divers et ses plus-values sur stock-options. Cédant sa place de patron exécutif à Carlos Ghosn pour devenir seulement président du conseil d'administration de Renault, il reste en 2007 l'un des grands patrons les mieux payés en France, avec une plus-value sur ses stock-options atteignant 7,4 millions d'euros.

Comme Alain Minc, il est d'ailleurs aussi un personnage clef du capitalisme parisien. A preuve, il siège dans une cascade de conseils de grands groupes. Dans celui de BNP Paribas, évidemment, qui est le cœur de ce réseau patronal, regroupant Alain Minc, Michel Pébèreau ou encore Jean-Louis Beffa. Mais aussi Volvo ou encore Philips. Jusqu'à une époque très récente, il siégeait aussi au conseil d'EDF.

Il est aussi à la confluence d'univers multiples. Celui de la presse, donc, désormais ; celui des

---

affaires ; celui de la politique, avec son poste à la Halde....  
Un mécène qui ne fait jamais de chèque

Celui de la culture aussi puisque Louis Schweitzer incarne également une autre figure très française, souvent présentée comme admirable en raison de sa rareté (de plus en plus grande, nous dit-on) : l'énarque culturel. A côté de l'impressionnante série de conseils d'administration d'entreprises dans lesquels il siège, on peut donc mettre en parallèle un autre ensemble, non moins impressionnant, d'institutions culturelles qui bénéficient, là encore, au sein de leur conseil d'administration, de ses lumières combinées de serviteur de l'Etat, de patron... et d'amateur d'art.

Louis Schweitzer, qui fit un petit caméo dans *Cendrillon*, le beau roman d'Eric Reinhardt publié à l'automne, est ainsi administrateur du musée du Louvre, président du Cercle de l'Orchestre de Paris, président de la société des Amis du musée du Quai Branly et, surtout, président du conseil d'administration du festival d'Avignon.

En 2006, le plus important festival de théâtre en Europe fêtait ses soixante ans, avec une première édition conçue sous la présidence (purement honorifique) de Louis Schweitzer. En cette année exceptionnelle, le budget du festival s'élevait à 9 millions d'euros et ses financements provenaient à 60 % des subventions publiques (l'Etat contribuant pour 3,9 millions d'euros), à 35% des recettes de billetterie et à 5% seulement du mécénat. La même année, rappelons-le, Louis Schweitzer a gagné près de 12 millions d'euros, soit trois fois la subvention étatique d'un festival dont, en ex-grand commis de l'Etat, il préside le conseil d'administration.

En février de la même année, lors d'un colloque sur « le mécénat, acteur du développement culturel et artistique » tenu à l'abbaye de Royaumont, on apprenait de la bouche de la co-directrice du festival, Hortense Archambault, que son président n'avait en rien personnellement contribué à ces 5%, c'est-à-dire qu'il n'avait « *pas fait de chèque* ».

Auteur d'un livre consacré à la politique culturelle américaine, et prenant l'exemple de Louis Schweitzer, Frédéric Martel s'était en effet demandé publiquement lors de cette rencontre « *A quoi*

---

*cela sert-il d'avoir des personnalités aussi importantes s'ils se contentent de faire quelques lettres pour demander de l'argent ? Le président du conseil d'administration de n'importe quelle institution américaine donne chaque année sur ces fonds personnels 1 million de dollars. »*

S'étant sentie interpellée, la directrice du Festival avait répondu qu'un jour peut-être Louis Schweitzer ferait des chèques mais que l'intérêt de l'avoir à la tête du conseil d'administration était ailleurs, dans son regard, et que, quand même, « *il assistait bénévolement à vingt-sept représentations pendant un mois à Avignon* » !

Etrange capitalisme français dans lequel les plus forts détenteurs de capital économique amassent via l'Etat du "capital" culturel sans la moindre dépense personnelle. Car si M. Schweitzer gagne aujourd'hui autant d'argent que ses collègues américains mécènes, il semble bien qu'il n'ait pas besoin, quant à lui, de dépenser le moindre centime pour soigner son image d'amateur d'art. Schweitzer et la lutte pour l'égalité

Mais le capital culturel ne suffit visiblement pas à remplir le portefeuille d'un honnête homme attaché à apparaître comme un grand humaniste toujours de gauche. Ainsi lui faut-il également du capital social qu'il va rechercher du côté de la Halde, cette autorité administrative indépendante qu'il préside depuis sa création en 2005. Mettant en avant son action contre les discriminations, on oublie souvent à quoi renvoie la dernière lettre de cet acronyme : égalité. N'y a-t-il pas en effet quelque ironie à voir cette Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité présidée par le patron le mieux payé du CAC 40 ?

Le fondateur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry avait l'habitude de dire que son journal devait se situer le plus loin possible de « la presse d'industrie », celle qu'il avait vu à l'œuvre dans les années 30. Avec Alain Minc, *Le Monde* était retombé en plein dedans. Comment, avec Louis Schweitzer, pourrait-il en sortir ?

L'un des deux auteurs de cet article, Laurent Mauduit, a écrit un livre sur Alain Minc: *Petits Conseils* (Stock, 2007). La citation qui, dans cet article, est placée dans la bouche de Louis Schweitzer est extraite de cet ouvrage. L'auteur l'a recueillie lors d'une rencontre avec le président de Renault.

Il ne s'agit nullement avec cet article de remettre en cause le travail mené à la tête du festival d'Avignon par Hortense Archambault et Vincent Baudrier. Simplement, au moment où le financement de la politique culturelle est menacé, de comparer des ordres de grandeur et de

---

réfléchir à la situation du mécénat en France.